

Burundi : démonstration de force des Imbonerakure à Bujumbura

RFI, 23-07-2017 Au Burundi, pari aussi pour les Imbonerakure, la ligue des jeunes du parti au pouvoir. Samedi 22 juillet, ils ont fortement mobilisé dans une capitale burundaise considérée comme un fief de l'opposition. Entre 10 000 et 12 000 militants dans la rue selon le compte du parti, ce qui n'est pas loin des chiffres avancés par certaines journalistes indépendants. L'opposition annonce, elle, une opération de communication pour des Imbonerakure « de triste mémoire » et que l'ONU qualifie d'« sormais de milice ».

Les jeunes Imbonerakure promettaient depuis une semaine une démonstration de force à Bujumbura. Ils ont fortement mobilisé samedi matin dans une capitale burundaise sous haute surveillance policière et où de nombreux axes routiers étaient interdits à la circulation. La secrétaire nationale du parti CNDD-FDD, chargée de l'information et de la communication a parlé d'une première, dans une ville considérée jusqu'ici comme acquise à l'opposition. « Quand on a vu une telle foule de jeunes dans les rues de Bujumbura, en train de marcher avec des slogans pour la paix, connaissant ce qui s'est passé ici en 2015 avec le coup d'Etat raté, c'était une première pour nous, confie Nancy Ninette Mutoni. « J'étais vraiment contente ». L'opposition rappelle qu'il y a à peine deux ans, le pouvoir a réprimé dans un sang une ville de Bujumbura en pointe dans la contestation du 3e mandat du président Pierre Nkurunziza. L'once Ngendakumana, l'une des rares figures d'opposition à ne pas avoir fui en exil, annonce un régime autoritaire, qui dirige le pays d'« sormais par la force. « Nous sommes dans un espace politique verrouillé. A part ces jeunes qui sont manipulés par le pouvoir, aucun autre parti ne peut organiser une marche, une manifestation dans cette ville. Ils savent qu'ils seraient tout de suite submergés. Ils feraient la même chose qu'ils ont fait en 2015 : tirer sur les gens à balles réelles. Ce que nie la responsable du parti du pouvoir, tout comme elle annonce ceux qui, à l'instar de l'ONU ou des ONG accusent les Imbonerakure d'être responsables de graves violations des droits de l'homme commis au Burundi depuis deux ans.

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});